

La fabrique du consentement

Quand la refondation devient une pré-campagne



Madagascar n'est pas seulement dans une crise politique. Le pays entre dans une séquence plus difficile à saisir : celle où la colère se fatigue, où la rupture devient procédure, où la refondation ne produit pas encore de résultats visibles, mais occupe déjà le langage public.

Après le syndrome de Stockholm malgache¹, la quadrature du cercle² et la boucle est bouclée³, une autre mécanique apparaît : la fabrication du consentement.

Le pouvoir n'a pas nécessairement besoin d'un enthousiasme massif. Il lui suffit d'une société épuisée, d'une jeunesse surveillée, d'une opposition dispersée et d'un processus institutionnel présenté comme inévitable. Dans ce schéma, la refondation cesse d'être seulement une promesse. Elle devient une méthode. Elle encadre la parole, absorbe la contestation, organise le calendrier, puis prépare l'horizon électoral.

Le point de bascule est là : lorsque le changement cesse d'être une exigence populaire pour devenir un récit administré par ceux qui détiennent déjà le pouvoir.

¹ <https://www.diapason.mg/le-syndrome-de-stockholm-malgache/>

² <https://www.diapason.mg/la-quadrature-du-cercle/>

³ <https://www.diapason.mg/la-boucle-est-bouclée-article/>

Un peuple moins convaincu qu'épuisé

Il y a des moments où les peuples ne croient plus vraiment, mais continuent d'avancer dans le scénario qu'on leur propose. Non par adhésion, mais par lassitude. La crise malgache semble traverser cette zone grise.

La mobilisation de la Génération Z avait ouvert une brèche. Elle portait une colère simple, presque vitale : l'eau, l'électricité, la dignité, la corruption, la pauvreté, l'avenir confisqué. Ce n'était pas d'abord un programme idéologique. C'était une demande de vie normale.

Puis la séquence s'est institutionnalisée. Le langage de la refondation a remplacé celui de la révolte. Les slogans de jeunesse ont été repris par l'État. Les promesses de transformation ont été absorbées par une transition. Le temps politique a commencé à jouer contre l'urgence sociale.

Dans un pays où la survie quotidienne consomme une grande partie de l'énergie collective, l'épuisement devient une ressource politique. Un peuple désabusé ne devient pas automatiquement révolutionnaire. Il peut devenir silencieux, prudent, sceptique, puis disponible pour le discours de celui qui promet au moins l'ordre et la stabilité.

Le consentement ne naît donc pas toujours de la confiance. Il naît parfois du manque d'alternative visible.

La refondation comme mot écran

Le mot refondation possède une force évidente. Il semble tout contenir : réforme des institutions, moralisation de la vie publique, nouvelle Constitution, participation citoyenne, place de la jeunesse, restauration de l'État, souveraineté retrouvée. Mais cette force est aussi son ambiguïté.

Plus un mot est vaste, plus il peut masquer le flou.

Une refondation démocratique suppose des garanties : une méthode transparente, un calendrier crédible, des contre-pouvoirs, une justice indépendante, des règles électorales connues, une restitution publique des contributions citoyennes. Sans ces garanties, le mot peut devenir un brouillard politique. Il permet de reporter les questions concrètes au nom d'un futur toujours annoncé.

Qui décide ? Qui arbitre ? Qui rédige ? Qui contrôle ? Qui transforme les contributions populaires en orientations officielles ? Ces questions déterminent la frontière entre une refondation démocratique et une refondation sous contrôle.

La décision n°10 de la Haute Cour Constitutionnelle du 14 octobre 2025 a donné une forme juridique à une situation de crise. Elle a aussi ouvert une interrogation durable : comment une transition née d'une rupture peut éviter de devenir un pouvoir de substitution ?

La concertation comme rituel de validation

La concertation nationale devrait être l'un des instruments les plus utiles d'une sortie de crise. Un pays qui veut se reconstruire doit écouter, confronter, hiérarchiser, puis décider. Mais l'écoute peut devenir un rituel si la décision est déjà orientée.

La Concertation nationale des jeunes pour la Refondation a été lancée officiellement en avril 2026. Le discours institutionnel insiste sur la place centrale de la jeunesse et sur la collecte des aspirations dans les territoires. Sur le principe, l'initiative est défendable. Dans la pratique, l'enjeu se situe ailleurs : que devient la parole après avoir été collectée ?

Une concertation peut être ouverte à l'entrée et fermée à la sortie. On peut laisser parler les citoyens, puis confier la synthèse à une architecture politique qui retient surtout ce qui conforte la trajectoire choisie. Le pouvoir ne censure pas frontalement. Il trie, reformule, priorise, puis transforme la parole populaire en matériau de légitimation.

La question centrale n'est donc pas seulement : les jeunes seront-ils consultés ? La vraie question est : **qui écrira la synthèse finale ?**

Celui qui écrit la synthèse détient souvent plus de pouvoir que celui qui prend la parole.

La Gen Z, de force fondatrice à problème politique

La Génération Z malgache a joué un rôle de déclencheur. Elle a rendu visible ce que beaucoup ressentaient déjà : l'épuisement face aux coupures d'eau et d'électricité, l'exaspération devant la pauvreté, le rejet d'une classe politique verrouillée, l'indignation devant la corruption et l'impunité.

Mais une fois la rupture enclenchée, la jeunesse devient parfois encombrante. Tant qu'elle conteste l'ancien ordre, elle sert de force de légitimation. Lorsqu'elle demande des comptes au nouveau, elle devient un facteur de risque.

Les alertes d'organisations de défense des droits, les interpellations de militants et le recours à des qualifications liées à la sûreté de l'État doivent être lus avec prudence, mais aussi avec gravité. Ils signalent une tension classique des transitions : le pouvoir doit choisir entre transformer les causes de la colère ou contenir ceux qui les rappellent.

Ce basculement est décisif. Les acteurs de la rupture peuvent devenir les suspects d'un ordre né de leur propre mobilisation.

Le populisme comme anesthésiant

Dans les transitions fragiles, le populisme prospère parce qu'il simplifie l'insupportable. Il désigne des adversaires, parle au nom du peuple, célèbre la rupture, accuse les anciennes élites, puis recompose souvent une nouvelle verticalité autour d'un homme, d'un appareil ou d'un cercle restreint.

Madagascar connaît cette grammaire : **parler au nom du peuple tout en décidant sans lui**, célébrer la jeunesse tout en la canalisant, dénoncer l'ancien système tout en recyclant ses pratiques, promettre la souveraineté tout en négociant dans des espaces peu lisibles.

Le populisme ne supprime pas le désabusement. Il l'exploite. Il ne demande pas aux citoyens d'y croire totalement. Il leur demande seulement de penser que le reste serait pire.

La refondation peut alors changer de nature. Elle n'est plus un chantier collectif. Elle devient une scène où le peuple valide une trajectoire dont le dénouement semble déjà préparé.

La campagne avant la campagne

Officiellement, Madagascar est dans une transition. Politiquement, tout peut déjà ressembler à une campagne avant la campagne.

Les annonces autour du référendum constitutionnel, des règles électorales et de la présidentielle de 2027 montrent que la transition demeure mouvante. Plus les règles restent évolutives, plus le pouvoir en place conserve un avantage stratégique : il occupe le terrain, installe ses mots, façonne les attentes, préside les cérémonies, incarne la stabilité, puis laisse l'idée de candidature s'installer sans avoir toujours besoin de la déclarer.

La pré-campagne la plus efficace est souvent celle qui ne dit pas son nom.

Elle se présente comme action publique. Elle parle de nation, de jeunesse, de réforme, de souveraineté et de discipline. Mais elle produit déjà une personnalisation du pouvoir. Elle habitue l'opinion à associer la refondation à un visage. Elle transforme un mandat de transition en capital politique.

Le danger n'est donc pas seulement qu'un homme prépare une élection. Le danger est que le processus de refondation devienne l'infrastructure de cette préparation.

La grande inversion

La promesse initiale était claire : la refondation devait sortir Madagascar du cycle ancien. Le risque est désormais inverse : que le cycle ancien se serve de la refondation pour se renouveler.

La rupture devient continuité. La jeunesse devient décor. La concertation devient validation. La transition devient installation. Le calendrier devient stratégie. L'élection à venir devient moins l'aboutissement d'un processus démocratique que la consécration d'un récit travaillé en amont.

C'est cette inversion qu'il faut nommer.

Madagascar n'est pas condamné à cette trajectoire. Mais pour l'éviter, il faut sortir de l'ivresse des mots. Une refondation ne se juge pas à son vocabulaire, mais à ses garanties. Elle ne se mesure pas au nombre de consultations, mais à la transparence de leur traitement. Elle ne se prouve pas par des cérémonies, mais par des mécanismes vérifiables.

La question n'est plus de savoir si Madagascar aura une refondation. La question est de savoir qui en contrôlera le sens.

Le point de bascule

Le point de bascule est atteint lorsque la population commence à accepter comme normal ce qui aurait dû rester provisoire.

Lorsque l'exception devient méthode. Lorsque la transition devient horizon. Lorsque la consultation devient rituel. Lorsque la fatigue devient silence. Lorsque le peuple ne croit plus vraiment, mais laisse faire parce qu'il ne voit plus par où reprendre la main.

La fabrique du consentement ne force pas forcément les esprits. Elle les épuise. Elle ne ferme pas toujours la parole. Elle l'encadre. Elle ne supprime pas les citoyens. Elle les transforme en participants d'un processus dont ils ne maîtrisent ni la méthode, ni la restitution, ni la conclusion.

Madagascar n'est peut-être pas en train de sortir de la crise. Il est peut-être en train d'apprendre à vivre dans une crise renommée refondation.

Il ne suffit donc plus de demander à parler. Il faut exiger de voir comment la parole est traitée. Il ne suffit plus d'être consulté. Il faut contrôler toute la chaîne : collecte, synthèse, arbitrage, publication, responsabilité.

Car le peuple ne perd pas seulement son pouvoir lorsqu'on l'empêche de parler. Il le perd aussi lorsqu'on parle en son nom après l'avoir écouté.

Conclusion

La fabrique du consentement ne ressemble pas toujours à une domination brutale. Elle peut prendre les formes plus acceptables de la consultation, de la pédagogie nationale, de l'appel à la patience, de la promesse de stabilité, du calendrier institutionnel et du langage de la responsabilité.

Mais derrière ces formes, une question demeure : la refondation sert-elle à rendre le pouvoir au peuple ou à préparer l'acceptation d'un nouveau pouvoir ?

Le danger n'est plus seulement que la refondation échoue. Le danger est qu'elle réussisse à faire accepter l'échec comme une étape nécessaire.

À Madagascar, l'enjeu n'est plus seulement de dénoncer l'ancien système. Il est de reconnaître ses nouvelles formes. Le système ne revient pas toujours avec les mêmes visages. Il revient parfois avec les mots de la rupture, le décor de la jeunesse, la mise en scène de la consultation et la promesse d'une République nouvelle.

La refondation peut encore devenir une chance. Mais elle peut aussi devenir la forme la plus sophistiquée de la répétition.

Lorsqu'un pays accepte qu'on transforme sa colère en procédure, sa jeunesse en décor et sa fatigue en consentement, alors la boucle n'est pas seulement bouclée. Elle recommence.

Sources et traçabilité

Cet article s'appuie sur une lecture croisée de sources primaires et secondaires. La décision n°10 de la HCC du 14 octobre 2025 permet de situer le cadre juridique initial de la transition et le rôle confié à l'autorité militaire incarnée par le colonel Michaël Randrianirina⁴. Le ministère de la Jeunesse et des Sports documente le lancement officiel de la Concertation nationale des jeunes pour la Refondation le 14 avril 2026 et les consultations régionales annoncées⁵. Les éléments de calendrier électoral proviennent notamment de l'Agence Ecofin et d'Africanews, qui rapportent les échéances prévues pour 2027⁶. Les alertes relatives à la Gen Z, aux arrestations et au risque de répression sont recoupées avec Amnesty International, The Guardian et Le Monde⁷.

Rédaction - Diapason



⁴ <https://www.hcc.gov.mg/?p=9647>

⁵ <https://www.mjs.gov.mg/lancement-officiel-de-la-concertation-nationale-des-jeunes-pour-la-refondation/>

⁶ <https://www.ecofinagency.com/news/0203-53389-madagascar-sets-september-2027-for-presidential-election>

⁷ <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2026/03/from-gen-z-revolt-to-junta-control-madagascars-promise-of-change-is-slipping-away/>